

12 novembre 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et de Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur les relations franco-allemandes, la construction européenne, la question du nucléaire iranien, les liens franco-libyens et sur les réformes en France, à Berlin le 12 novembre 2007.

Le Président - Angela, Merci pour la remarquable organisation de ce Conseil des ministres commun.

Nous avons fait le pari avec Angela qu'on pouvait renouveler le genre avec des discussions plus libres, un contact plus fréquent sur le terrain. J'ai été très heureux de ce dialogue avec ces jeunes Allemands et ces jeunes Français. L'amitié franco-allemande pour la France, c'est un choix historique capital. Nos pays se sont affrontés, nos pays se sont détestés. Et, grâce à nos grands anciens, nos pays ont décidé de s'aimer et de faire la paix. Nous devons être à la hauteur de ce choix historique capital entre l'Allemagne et la France. On peut avoir des désaccords mais ils doivent s'inscrire dans cette relation de confiance et dans cette amitié stratégique pour nos deux pays et au-delà de nos deux pays, pour le continent européen.

Je voudrais dire le plaisir que j'ai à travailler, depuis six mois que je suis Président de la République française, en compagnie de François Fillon et du gouvernement, avec Angela Merkel. Sa présidence de l'Union européenne a été remarquable.

En six mois, nous avons résolu ensemble deux problèmes dont tout le monde disait qu'ils étaient impossibles à résoudre : le Traité simplifié par lequel on a travaillé main dans la main. On l'a obtenu et la France va ratifier ce Traité par la voie parlementaire le plus tôt possible au début de l'année 2008. Et la nouvelle gouvernance d'EADS. Cela n'a pas été si simple d'obtenir une gouvernance normale pour EADS, de sortir des logiques frontales, nationales pour donner à cette grande entreprise la chance de réussir. Je me souviens du premier jour de mon élection. Je suis venu ici, je t'en ai parlé, Angela, et nous avons trouvé une solution ensemble. Quand je vois les commandes que vient d'enregistrer Airbus, hier encore, une commande historique. Cela prouve que l'on veut donner les moyens à cette entreprise de se développer. Angela en a parlé, je ne vais la copier. Elle a parlé pour nous deux mais nous allons avancer ensemble vers la définition d'une politique d'immigration commune.

A quoi cela servirait de faire Schengen si nous avons des politiques d'immigration qui ne convergent pas l'une vers l'autre ? A rien. Nous avons décidé de travailler ensemble sur la question si difficile du Kosovo.

Et je peux vous dire que sur les grandes questions du monde, il y a une très profonde communauté de vues entre l'Allemagne et la France. Il y a une très profonde communauté de vues parce que c'est notre volonté. Nous avons le devoir de nous entendre, nous avons le devoir de trouver des solutions. Nous avons le devoir de surmonter nos désaccords. Nous avons le devoir d'additionner nos forces au service de l'Europe et de la paix dans le monde.

devoir d'augmenter nos forces au service de l'Europe et de la paix dans le monde.

QUESTION - Je voudrais savoir si vous avez rapproché vos points de vue, ou même si vous êtes parvenus à un accord sur deux dossiers : le dossier Galileo et l'Iran. D'autre part, il semble que sur l'Iran vous n'étiez pas tout à fait d'accord sur la façon de parvenir à de nouvelles sanctions.

ANGELA MERKEL - Tout d'abord, nous avons parlé du dossier Galileo, je vous sais gré de votre question. La France et l'Allemagne veulent ce projet. Nous sommes convenus de ne pas le repousser constamment. Nous voulons travailler rapidement pour arriver à des solutions. Voilà pourquoi nous allons mandater les ministres des Transports de faire des propositions concrètes lors du Conseil des ministres des Transports fin novembre. Beaucoup de retards, malheureusement, a déjà été accumulé dans cette affaire et nous sommes absolument et intimement convaincus que l'Europe a besoin de ce système. La France et l'Allemagne doivent y apporter leurs contributions. Nous y sommes tout à fait prêts.

En ce qui concerne l'Iran, il y a une très large convergence de vues. D'un côté, il y a la position commune, à savoir que dans le cadre de l'ONU, si l'Iran ne change pas de position, on continue de réfléchir à des sanctions. Dans le cadre de l'ONU, nous voulons avoir la Chine et la Russie dans la communauté des nations pour faire comprendre à l'Iran que nous ne pouvons accepter son programme nucléaire et d'autre part, nous avons vu dans quelle mesure, les différents pays d'Europe ne pourraient pas réduire leurs relations commerciales avec l'Iran. L'assurance crédit Hermes réduit ses activités, nous ne faisons plus d'opérations avec les banques iraniennes. Il y a un contact constant et je crois qu'il y a un large accord entre nous.

LE PRESIDENT - Sur Galileo, nous voulons tous les deux que cela se fasse parce que c'est un enjeu stratégique majeur pour l'Europe. Et nous voulons que cela se fasse le plus vite possible. Je sais gré à la Chancelière d'avoir évoqué le Conseil des ministres des Transports si possible avant le 30 novembre.

Sur l'Iran, je crois que nos positions sont très voisines. L'Allemagne et la France croient à l'utilité des sanctions. L'Allemagne et la France pensent que pour que les sanctions soient efficaces, il faut qu'il y ait une unité de la communauté internationale, Chine et Russie comprises. Et enfin, qu'il faut maintenir le fil du dialogue en même temps que des sanctions fermes. Il me semble que sur cette politique, - on peut avoir ici ou là, peut être un problème de tempo -, sur les grandes lignes de cette politique, nous sommes sur la même longueur d'onde. Pas d'arme nucléaire pour l'Iran, les sanctions et le dialogue. La porte reste ouverte mais les sanctions se raffermissent parce que le temps travaille contre nous.

QUESTION - Mme la Chancelière, le service fédéral de presse nous a indiqué que vous aviez utilisé cette rencontre pour parler de la préparation du sommet Europe-Afrique. Si vous aviez quelque indication à ce sujet et une question pour le Président de la République : allez-vous recevoir le Colonel Kadhafi peu avant ce Sommet à Paris ?

ANGELA MERKEL - Cela me donne l'occasion de rappeler que nous avons parlé de quantité de questions, notamment que la République fédérale va apporter tout son soutien à la Présidence française au second semestre de l'année prochaine et que lors de notre prochaine rencontre Blaesheim, nous allons examiner les projets et voir quel est l'appui que l'Allemagne peut apporter. Pour ce qui est de ce Sommet Europe-Afrique, nous avons parlé, bien sûr, de la question de l'immigration et nous avons réfléchi à la façon de mieux unir nos forces et partager nos responsabilités dans la coopération avec les pays africains en matière d'immigration, en matière de pôle d'aide au développement. Et pour ce qui est de l'Union européenne, nous essaierons de faire en sorte que l'on se concentre plus sur des actes prioritaires et la France et l'Allemagne entendent donner le bon exemple.

LE PRESIDENT - Il me semble que j'avais une question pour savoir si je recevrai le Colonel Kadhafi. Ma réponse est oui et je ne vois d'ailleurs pas une raison de ne pas le recevoir. Voilà un pays qui avait fait le choix détestable de l'arme nucléaire. Il l'a abandonnée, il y a dix ans. Voilà un pays qui avait fait le choix détestable du soutien des activités terroristes. Il combat les terroristes maintenant. Voilà un pays qui retenait dans les circonstances que vous connaissez, les infirmières bulgares. Il les a libérées. Alors, attendez, si on ne reçoit pas et si on ne parle pas avec des pays qui se responsabilisent, qui tournent le dos à des orientations qui étaient

condamnées par la communauté internationale. Alors qu'est-ce que l'on dit à l'Iran ? Qu'est-ce que l'on dit à la Corée du Nord qui aujourd'hui va progresser ? Il faut les recevoir, il faut encourager ces pays à revenir dans la communauté internationale et moi, je vous le dis, je suis plus tranquille pour recevoir le Colonel Kadhafi maintenant que les infirmières sont retournées en Bulgarie qu'avant. Donc, la France est allée aux Etats-Unis, la France sait où sont ses amis, ses alliés, mais la France est libre de parler avec tout le monde et spécialement avec des pays qui vont vers la respectabilité. Et cela me fait très plaisir que vous m'ayez posé cette question.

QUESTION - Avez-vous abordé entre vous la question des réformes économiques et sociales dans vos pays respectifs et notamment la gestion des conflits sociaux, puisque nous sommes en France au début d'une semaine assez lourde dans ce domaine ?

ANGELA MERKEL - Je peux peut être dire une phrase à ce sujet. Nous avons toujours suivi de près le programme de réformes du gouvernement français. Je voudrais adresser à Nicolas Sarkozy et à son gouvernement, tous mes vœux de succès pour la mise en oeuvre de ce programme de réformes. Nous savons que les réformes sont nécessaires. En Allemagne, nous avons pu créer presque un million d'emploi de plus grâce à certaines réformes et je souhaite tout le succès possible à la France et à son Président même si parfois certaines mesures sont difficiles à obtenir et à prendre.

LE PRESIDENT - Regardez ce qu'a fait l'Allemagne. De grandes réformes. A l'arrivée, nos amis allemands ont un million de chômeurs en moins et l'équilibre de leurs comptes. Que voulons-nous faire avec le gouvernement et François Fillon ? Les mêmes réformes. Ce ne sont pas des réformes de gauche ou de droite, ce sont des réformes de bon sens que tous les autres pays qui réussissent ont mis en oeuvre. Nous sommes donc dans un état d'esprit très ouvert, très calme et en même temps très déterminé. J'avais dit avant d'être élu ce que je ferai. Xavier Bertrand et François Fillon ont multiplié les occasions de dialogue et le dialogue nous le poursuivrons. Il ne faut pas être rigide, la porte du dialogue reste ouverte mais ces réformes nous les ferons parce qu'elles doivent être faites. Tous les pays qui les ont faites ont eu des résultats, et cela s'est traduit, - et c'est normal dans une démocratie - par des mouvements, des contestations, des discussions. Il faut regarder cela avec beaucoup de sang-froid, un grand sens de la responsabilité, mais savoir une chose : nous avons été élus pour transformer la France, pour que la France ait le plein emploi, pour que la France réduise ces déficits et pour qu'il y ait plus de justice dans notre pays. C'est cette action que nous allons mettre en oeuvre.

QUESTION - Mme la Chancelière, puisque l'on parle des réformes, ce soir, il va y avoir une réunion des membres de la coalition du gouvernement allemand, quelle est votre attente ? A cet égard, est-ce vous pensez qu'un accord est possible sur tel ou tel dossier ? ANGELA MERKEL - Mon attente face à cette réunion, c'est que nous poursuivions ce que nous avons entrepris depuis deux ans avec beaucoup de succès. Mon fil directeur, c'est de créer des emplois, de permettre la croissance économique. Si c'est cela que nous avons à l'esprit, nous serons à même de prendre des décisions. Il ne faudrait pas décider des choses qui nous fassent revenir en arrière par rapport au cap à suivre.